

recherche du général Bourbaki, nous avons rencontré, vers quatre heures et demie, M. le maréchal Bazaine. Reconnaisant en nous les officiers d'ordonnance de la garde impériale, il m'appela et me dit : « Vous rejoignez votre général? — Oui, répondis-je. — C'est inutile, répliqua le maréchal, la garde va rentrer. »

M. PARABÈRE DE SANCY, ancien officier de cavalerie. — J'étais officier d'ordonnance du général Bourbaki. Dans la journée du 16, vers quatre heures, j'ai rencontré M. le maréchal Bazaine, qui m'a dit : « Votre corps va rentrer, la journée est terminée. »

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous demanderai, capitaine, si vous avez fait part au général Bourbaki des paroles de M. le maréchal Bazaine?

R. Je ne me le rappelle pas, mais je suis bien sûr d'avoir répété le propos du maréchal à l'état-major. J'avais compris que tout était fini et que la garde allait rentrer.

M. ÉMILE ABRAHAM, âgé de quarante-neuf ans, chef d'escadron d'artillerie.

D. Vous avez fait, pour M. le général Soleille, des états de situation des munitions d'artillerie?

R. Oui, monsieur le président; j'étais chargé de le tenir continuellement au courant de la situation de toutes les munitions, surtout de l'artillerie.

M. TOUSSAINT DESVAUX, âgé de soixante-deux ans, général de division en retraite, dépose qu'ayant appris, le 16, le passage de la Moselle par des forces ennemies assez considérables, il s'empressa d'en informer le maréchal, dont le quartier général était alors à Gravelotte.

La division de cavalerie que le général Desvaux commandait fut, dans la journée du 18, placée en réserve auprès du moulin Longeau avec la cavalerie de Forton. C'est à ce moment que l'ennemi, faisant une démonstration sur nos derrières, nous canonna vigoureusement de Sainte-Ruffine. J'estime que ce mouvement pouvait nous faire courir de très-sérieux dangers (1).

M. DE LA TOUR DU PIN, capitaine d'état-major attaché au général de Ladmirault. — J'ai été interrogé sur deux faits : sur les communications que j'ai dû porter au général Bourbaki de la part du commandant du 4^e corps.

Je trouvai le général Bourbaki au Gros-Chêne. Je lui dis que le 4^e corps tenait, mais

(1) La déposition du général Desvaux, qui plus tard, après le départ du général Bourbaki, fut appelé au commandement de la garde a une importance très-grande; elle est toute en faveur du maréchal Bazaine. Pour bien pouvoir l'apprécier, il faut se rendre un compte exact de la situation (*voir la carte antérieurement publiée*). L'armée française se bat du Point-du-Jour à Saint-Privat; le maréchal en chef demeure en arrière, ne prend pas part à l'action, ne se rend pas sur le champ de bataille. Dans son livre et dans son interrogatoire, il donne cette raison de sa conduite : je craignais que l'ennemi ne tentât de nous couper de Metz, en cherchant à passer entre les forts et l'armée. C'est pour cela que je suis resté sur le plateau du Saint-Quentin à faire pointer des pièces de 12 sur les troupes ennemies qui menaçaient nos lignes de communication.

Le général Desvaux, en confirmant cette indication, a donc paru justifier le dire du maréchal et donné une certaine force à la raison alléguée.

Il est de toute nécessité d'éclairer ce point du débat, l'un des plus importants, puisque c'est sur lui que repose la justification du maréchal, et de rechercher quelles forces l'ennemi pouvait avoir à nous opposer au point indiqué.

Pour être exactement renseigné, il n'est pas de meilleur moyen que de consulter les ouvrages allemands. Voici ce que nous apprend le major Schell, qui a écrit la relation officielle de la 1^{re} armée allemande : « La brigade de Goltz, partie d'Ars-sur-Moselle, avait marché sur Vaux en deux colonnes, traversé ce village sous un feu violent et gravi les coteaux couverts de vignes qui se trouvent en avant de Jussy. L'ennemi

qu'un renfort pouvait permettre un succès plus décisif. Le général Bourbaki répondit qu'il n'avait pas le droit de faire donner la réserve sans un ordre exprès et qu'il ne pouvait rien en ce moment.

Un peu plus tard, une nouvelle demande se produisant plus pressante, le général Bourbaki fit avancer la garde. Malheureusement, pendant mon absence, la situation s'était modifiée; le 6^e corps avait commencé son mouvement de retraite entraînant avec lui la droite du 4^e. Aussi, en m'apercevant, le général Bourbaki me dit-il : « Ce n'est pas bien ce que vous avez fait, capitaine, vous m'avez promis une victoire et vous m'amenez en pleine déroute. » Et il arrêta la garde. Quelques instants plus tard, le général Ladmirault, étant pris à revers de tous côtés, était obligé de se mettre en retraite.

Envoyé ensuite auprès du maréchal, je me servis de cette expression pour indiquer ce qui s'était passé : « Ce n'est pas une défaite, c'est une bataille à recommencer demain. » M. le maréchal répliqua : « Nous devons nous en aller demain matin, nous partirons aujourd'hui, voilà tout. » Il me remit pour mon chef un ordre de retraite dans le camp retranché de Metz.

Le témoin rend compte également des dispositions prises pour la journée du 16 août et des indications spéciales du maréchal Bazaine pour permettre au 4^e corps d'arriver à Doncourt.

L'audience est suspendue.

AUDIENCE DU 27 OCTOBRE.

M. CAFFAREL (Louis-Charles), capitaine d'état-major. — Nous fûmes assaillis à Saint-Privat par des forces bien supérieures, qui avaient 260 pièces de canon quand nous n'avions que 60 pièces pour répondre à cette artillerie formidable. On fut forcé de battre en retraite. J'allai informer M. le maréchal Bazaine du désastre de nos armes. Le maréchal ne parut pas affecté du désastre que nous avions éprouvé; et comme je manifestais ma tristesse de ce que nous avions été forcés de reculer devant l'ennemi, il me dit : « Commandant, ne vous désolez pas; ce mouvement rétrograde que vous déplorez aurait été fait demain; il n'a donc lieu que douze heures plus tôt. »

Le témoin constate ensuite, une fois de plus, que le maréchal Canrobert n'a pas été soutenu.

M. LE MARÉCHAL BAZAINE. — Canrobert devait se reporter à droite; c'était la conséquence

(brigade Lapasset) fut rejeté en arrière, on lui enleva Jussy après un combat violent dans les rues du village, et on en resta maître, malgré toutes ses attaques. On amena la batterie sur la hauteur de Jussy; et de là, sous le feu violent de l'infanterie et des obus, elle canonna les colonnes qui se retiraient dans la direction de Sainte-Ruffine et sur la route de Metz. La batterie de la brigade de Zglinitzki prit aussi part à la lutte de la rive droite de la Moselle. »

Ainsi, une brigade et deux batteries, voilà quel était l'ennemi qui menaçait nos communications et que le maréchal Bazaine s'occupait à faire canonner du Saint-Quentin, tandis que plus de 200,000 Prussiens nous attaquaient de front.

des ordres qu'il avait reçus le 18 au matin, à dix heures; c'est ce qui explique le propos que j'ai tenu au capitaine Caffarel.

M. LE COMMANDANT MOJON. — Le 18, vers neuf heures du soir, après la retraite du 6^e et du 4^e corps, M. le maréchal Le Bœuf, n'ayant pas reçu d'ordres, envoya un officier auprès de M. le maréchal Bazaine. Cet officier n'était pas revenu vers dix heures. M. le maréchal Le Bœuf pensa que l'encombrement l'avait empêché de passer, et me fit partir à pied à dix heures. A onze heures et demie, j'arrivai auprès de M. le maréchal Bazaine.

M. le maréchal Le Bœuf m'avait chargé de lui dire qu'il pensait pouvoir tenir dans ses positions si l'attaque recommençait le lendemain, et qu'il demandait des ordres. M. le maréchal Bazaine me dit qu'il avait fait partir, depuis deux heures environ, pour le plateau de Leipsig, un officier chargé de porter un ordre de retraite à M. le maréchal Le Bœuf.

J'insistai en disant que M. le maréchal Le Bœuf pensait pouvoir tenir, et qu'il se considérait comme parfaitement sûr de ses positions. M. le maréchal Bazaine me répondit que, dans son esprit, l'ordre de retraite avait été donné pour toute l'armée, et que nous allions nous replier sur Metz; il ajouta même qu'en prenant une position intermédiaire entre Rézonville et Metz, il avait déterminé toute l'armée prussienne à passer sur la rive gauche de la Moselle et à ne nous attaquer qu'en subissant de très-grandes pertes; qu'elle en avait, en effet, subi de très-grandes pendant cette journée, et qu'elle nous laisserait tranquilles certainement pendant quelques jours.

Je fis remarquer à M. le maréchal Bazaine que, si l'ordre de retraite était définitif, il serait impossible de se retirer au point du jour, puisque nous avons un corps d'armée tout entier sur le plateau, ainsi que toute la réserve d'artillerie, et qu'il faudrait plusieurs heures pour opérer la retraite, attendu qu'on ne pouvait disposer que d'une seule ligne, la route qui passe par le ravin de Châtel.

M. le maréchal m'autorisa à dire à M. le maréchal Le Bœuf qu'il pourrait commencer son mouvement de retraite quand il voudrait. Je repartis pour le plateau de Leipsig, où j'arrivai vers une heure du matin. M. le maréchal Le Bœuf avait reçu l'ordre de retraite, et était très-préoccupé de le commencer. J'en apportai l'autorisation; il commença sur-le-champ; mais il ne se termina, en fait, que vers neuf heures du matin. Les Prussiens ne l'inquiétèrent pas.

La liste des témoins à charge étant épuisée sur la série de questions, le défenseur vint faire procéder à l'audition des témoins à décharge; le commissaire du gouvernement objecte qu'un grand nombre de ces officiers ont à parler des événements antérieurs au 12 août, et que l'accusation a été abandonnée sur ce point. Le défenseur, M^e Lachaud, répond qu'il ne s'agit que de simples renseignements à produire qui ne sont susceptibles de soulever aucun débat. Le commissaire du gouvernement ne présentant dès lors aucune objection, le président autorise la comparution de ces témoins.

LE COLONEL GRANGEZ DU ROUET, sur la demande qui lui est faite par M^e Lachaud, répond: J'ai, jusqu'à ces derniers jours, ignoré que le 2^e corps fût, le 6 août, sous les ordres du maréchal Bazaine. Je ne peux donner aucun détail sur l'exécution des ordres, parce que j'ai été envoyé le 5, la veille de la bataille, auprès du général Frossard. Mes instructions étaient de prendre des nouvelles, de rapporter celles que le général croirait devoir me donner.

Je trouvai le général Frossard installé à Forbach. Je lui fis part du but de ma mission,

qui était assez vague. De son côté, il m'indiqua, d'une manière générale, l'ensemble de ses dispositions, et je suis revenu de Forbach sans rapporter une réponse catégorique dans aucun sens.

M. LE GÉNÉRAL DE MONTAUDON. — Le 5, dans la journée, ma division reçut l'ordre de se



LE GÉNÉRAL BATAILLE.

rendre à Sarreguemines, où elle arriva vers six heures du soir. A peine arrivé, on me prévint que j'allais être attaqué. Je pris immédiatement mes dispositions: mes troupes restèrent sous les armes pendant toute la nuit. Le lendemain matin, je montai à cheval, et j'allai faire une reconnaissance pour savoir où étaient les uhlans. Le 6 au matin, je reçus du quartier général, qui était à Metz, un télégramme me prévenant que le général Frossard, qui était à Forbach, était attaqué. Une demi-heure après, je reçus une dépêche de M. le maréchal Ba-

zaine me disant d'arriver avec ma division et de prendre la position de Grosbliederstroff. Ce télégramme fut reçu à Sarreguemines par mon chef d'état-major. Pendant ce temps, j'étais à cheval à quatre ou cinq kilomètres en avant (1).

Aussitôt que je fus informé de la dépêche, c'est-à-dire vers trois heures et demie, je fis revenir tous mes avant-postes qui couvraient le plateau; je rassemblai ma division, me mis à sa tête, et je pris la position qui m'était indiquée par M. le maréchal Bazaine. Il était alors sept heures et demie du soir.

On m'avait dit, dans la dépêche, d'appuyer à ma gauche entre Grosbliederstroff et Sarreguemines. Mais, entendant le canon, je continuai à marcher en avant. A ce moment m'arriva tout effaré un officier qui me dit : « Arrivez! arrivez! Courez! courez vite au soutien du 2^e corps qui est fortement engagé! » Cela était plus facile à dire qu'à faire; mes hommes avaient fait déjà quatre heures de marche. Néanmoins, je poursuivis ma route en avant. Enfin, vers huit heures, je n'entendis plus un coup de fusil, je ralliai ma division et j'envoyai deux de mes officiers, à Forbach, au général Frossard, pour lui dire que j'étais complètement à sa disposition. Ces officiers revinrent en m'annonçant qu'il n'y avait plus personne et que tout le monde avait disparu de Forbach. A une heure ou une heure et demie, voyant que j'étais tout seul, je me dirigeai vers un point intermédiaire entre Sarreguemines et Puttrelange (2).

(1) Pour suivre les marches des trois divisions du 3^e corps, ainsi que les divers incidents de la bataille de Forbach, se reporter à la carte spéciale que nous publions plus loin.

(2) Les dépositions successives que nous allons reproduire sont presque entièrement consacrées à la bataille de Forbach livrée le 6 août par le 2^e corps. Pour permettre au lecteur de suivre plus facilement ces importantes dépositions, deux mots d'explication ne seront pas inutiles. Ils ne serviront pas seulement d'ailleurs à éclairer ce débat; ils en seront en même temps la conclusion :

Le 6 août vers dix heures du matin, le général Kamecke nous attaqua au moment où nous venions de nous replier sur les hauteurs de Spickeren.

Au moment où le général prussien se jeta sur un corps d'armée français fort d'environ 25,000 hommes, il n'avait avec lui qu'une division allemande, soit approximativement 12,000 hommes, il avait en outre derrière lui, dans un espace de 48 kilomètres (c'est l'ouvrage du grand état-major prussien qui nous fournit ces détails si importants), environ 25,000 Allemands. Il ne pouvait pas espérer d'autre renfort; encore fallait-il faire la part de l'imprévu, des routes encombrées, de la chaleur accablante et de la distance.

Si nous nous portons sur les derrières de l'armée française, nous trouverons une situation tout autre : quatre divisions, celles du 3^e corps, sont à une distance moyenne de 17 kilomètres, elles ont des routes faciles et larges et ne peuvent redouter aucun empêchement, aucun retard. Sarreguemines, où est la division Montaudon; Saint-Avold, où est le maréchal, Puttrelange, où est la division Castagny; Marienthal, où se trouve la division Metman, ne sont qu'à 17 kilomètres de Forbach.

Ainsi, nos renforts n'ont que 17 kilomètres à faire, les Prussiens de 25 à 48; l'ennemi ne peut espérer que 25,000 hommes de renfort, nous en avons 35,000 sous le main.

L'attaque de Kamecke était donc aveugle.

Aveugle, car la défaite était certaine pour les armes prussiennes; aveugle, car leur insuccès pouvait compromettre tout le succès de la campagne.

Ils furent vainqueurs, et un mot suffira pour en donner la raison : tous les renforts prussiens, même ceux qui se trouvaient à 48 kilomètres, accoururent au canon; pas un Français ne vint.

Ils furent vainqueurs, et cependant jamais nos soldats ne furent plus héroïques, repoussant vingt fois ces assauts furieux, ces masses sans cesse renouvelées. Rien dans cette campagne n'est plus beau que la résistance de la division Laveaucoupet, si intrépidement conduite par son chef, se cramponnant à Spickeren et ne se retirant que la nuit, quand elle était tournée à la fois par sa droite et sa gauche.

Ce court préambule permettra de suivre plus facilement les explications fournies par les généraux Montaudon, Castagny et Metman au sujet de la marche de leurs divisions, il servira en outre au lecteur à apprécier plus sûrement la valeur de ces explications.

A la suite du général Montaudon, le général Castagny est introduit.

M^e LACHAUD. — Monsieur le président, auriez-vous la bonté de demander à M. le général de Castagny si, le 5 août, à Saint-Avold, il n'a pas reçu de M. le maréchal Bazaine l'ordre de se mettre en rapport avec M. le général Frossard, en cas d'attaque?

M. LE GÉNÉRAL CASTAGNY. — J'ai d'abord reçu l'ordre écrit de me rendre à Puttrelange. Je montai à cheval vers onze heures avec ma division et je passai devant la maison qu'occupait le maréchal Bazaine. Je mis pied à terre pour savoir s'il n'avait pas de nouveaux ordres à me donner. Son Excellence me dit : « Vous êtes en seconde ligne, mettez-vous en communication avec les généraux qui sont en première ligne, et, dans le cas où ils vous feraient appeler, je vous autorise à venir à leurs secours. » Je quittai le maréchal et me mis en route avec ma division. Arrivé à Puttrelingen, j'envoyai un officier au général Montaudon, pour me mettre en rapport avec lui.

J'envoyai ensuite un autre officier — je me trompe, c'était un gendarme, — au général Frossard.

En arrivant à Puttrelingen, je pris position sur la hauteur entre ce village et l'ennemi. Le lendemain matin, je fis dire à mes colonels et à mes généraux de brigade de se rendre auprès de moi. Pendant que ces messieurs étaient réunis dans la chambre que j'occupais, le temps était très-orageux, et nous entendions une forte canonnade devant nous. Nous n'étions pas d'accord, du reste, sur la nature de ce bruit; plusieurs d'entre nous — j'étais du nombre — croyaient que c'était le tonnerre; les autres pensaient que c'était le canon. Cinq minutes après, il n'y avait plus de doute possible, c'était bien le canon!

Je fis prendre les armes à ma division. Je connaissais très-bien le pays. J'allai droit au canon, en faisant à peu près six kilomètres. Ayant rencontré une belle position, je mis mes troupes en bataille; je plaçai mon artillerie comme je le devais, et je l'appuyai d'une réserve. Puis, quand cela fut fait, et même avant que cela ne fût terminé, je fis partir ma cavalerie — je crois que j'avais deux escadrons avec moi — avec un de mes aides de camp, en lui recommandant de pousser le plus loin possible devant lui, et de venir ensuite me rendre compte. Le canon s'était tu comme par enchantement. Pour moi, les Prussiens battaient en retraite. Je fis prendre les armes, que, du reste, on n'avait pas quittées; je fis sonner *debout*, et nous reprîmes le chemin de Puttrelingen.

A peine étais-je arrivé, que j'entendis une canonnade abominable qui recommençait. Je fis prendre les armes de nouveau, je partis par la grande route. Après avoir marché pendant trois lieues à peu près, la nuit me surprit alors que j'étais à prendre mes positions de combat. Je jetai mon monde à droite et à gauche de la route et j'envoyai en avant plusieurs officiers au général Frossard, avec ordre de me rapporter ce qu'il aurait dit.

Comme j'étais impatient, je renvoyai encore deux officiers d'état-major, puis deux officiers de cavalerie; enfin, l'un des officiers de cavalerie revint le premier, après avoir cherché partout le général Frossard sans avoir pu le trouver. Mais il avait rencontré la division Metman, qui était à Forbach même.

Un autre officier de cavalerie m'arriva et me dit que le général Frossard était en retraite sur Sarreguemines.

Cela ne concordait pas avec les instructions que j'avais reçues du maréchal Bazaine. Le maréchal voulait qu'on se retirât sur les fortes positions situées en arrière de nos lignes, où on aurait pu livrer une si grande bataille. Mais alors il n'était plus temps, tout était perdu.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois qu'il n'y aura plus d'occasion de rappeler M. le général de Castagny; en conséquence, je l'autorise à se retirer.

M. LE GÉNÉRAL DE CASTAGNY. — Pardon, monsieur le président, j'ai encore quelque chose à dire: Le jour de la bataille de Borny, j'étais sur le champ de bataille, le maréchal me dit: « C'est insensé de faire feu comme cela! Vous n'y songez pas! Brûler autant de cartouches! » Il m'a semblé que le maréchal avait des inquiétudes sur la situation des approvisionnements. Cette idée ne m'a pas quitté tout le temps de la bataille, et elle m'est revenue bien souvent depuis.

M^c LACHAUD. — M. le capitaine Bécat a reçu deux missions, l'une le 5, l'autre dans la nuit du 6 au 7. Voudrait-il nous en dire le but?

M. LE CAPITAINE D'ÉTAT-MAJOR BÉCAT. — Lorsque le canon se fit entendre, le 6 août, le général de Castagny fit partir ses troupes dans la direction du canon. Il m'envoya, en outre, avec un escadron, jusqu'aux hauteurs de Cadenbronn pour lui chercher des nouvelles. Il me fallut quelque temps pour distinguer de nouveau le bruit de la bataille, car, au milieu de cette série de collines, il était difficile d'entendre. Lorsque je sus enfin exactement que la bataille continuait, et j'en fus informé à la fois par le canon et par les récits des paysans qui accouraient à moi, je rejoignis mon chef, le général Castagny, dont la division se mit immédiatement en route.

M. LE GÉNÉRAL METMAN. — En exécution des ordres du maréchal, je quittai vers midi et demi, le 6 août, la position de Marienthal pour faire une reconnaissance et me diriger sur Béning, où j'arrivais vers trois heures et demie. J'avais reçu l'ordre de m'y établir pour observer l'espace qui sépare le chemin de fer de la frontière.

Lorsque j'occupais cette position de Béning, si importante puisqu'elle ferme un débouché par lequel j'avais été prévenu que l'ennemi voulait passer, j'entendis le canon du côté de Forbach, et je compris que 2^e corps était attaqué. Ma perplexité était grande: devais-je marcher au secours du général Frossard; devais-je, au contraire, demeurer dans cette position qui pouvait devenir si importante. Un ordre du général Frossard vint m'avertir que j'avais à marcher sans retard. Je me rendis à cette invitation; mais il était déjà très-tard, aussi, quand j'arrivai aux environs de Forbach, n'entendis-je plus rien; le bruit de la lutte avait cessé; le général Frossard s'était mis en retraite sur Sarreguemines. Le rapport semble me reprocher de ne pas être arrivé à temps.

M. LE PRÉSIDENT. — Le rapport ne saurait être discuté ici. Donnez à vos déclarations tous les développements que vous jugerez convenables, sans annoncer que vous discutez tel ou tel passage du rapport.

M^c LACHAUD. — A quelle heure avez-vous reçu l'ordre du général Frossard de vous porter vers lui?

R. Ce fut par une dépêche télégraphique qui me disait: « Venez si vous êtes toujours à Béning. »

D. Mais vous n'aviez pas l'ordre du maréchal de vous mettre à la disposition du général Frossard?

R. Non; l'ordre que M. le capitaine Locmaria m'avait apporté était celui d'observer la frontière par où l'ennemi pourrait déboucher; mais je pensai que, du moment que le général Frossard pouvait avoir besoin de mon aide, cela entraînait dans les dispositions prises par M. le maréchal Bazaine.

M. LE CAPITAINE ALFRED LOCMARIA. — Parti de Saint-Avold, j'arrivai à Marienthal vers midi; j'étais à Puttlinge vers une heure. Déjà M. le général de Castagny avait mis ses troupes en mouvement. Je lui fis part du désir du général Frossard; il me répondit: « Voyez, je marche au canon, » et, en effet, il était déjà en marche.

Il vint une dépêche du général Frossard, vers quatre heures et demie; elle disait à peu près ceci:

« La lutte a été fort vive, mais elle s'apaise; comme elle recommencera demain, envoyez-moi un régiment. »

On envoya le 70^e.

Le 15 août, le 3^e corps d'armée demandait à s'arrêter sur la rive gauche de la Moselle, pour prendre un repos nécessité par la bataille de Borny, le maréchal Bazaine a répondu, devant M. de Locmaria: « C'est impossible; j'en suis fâché, mais il faut que je sois dans quatre jours à Verdun. »

L'audience est suspendue.

M. LE GÉNÉRAL ARNAUDEAU. — Je suis parti assez tard de mon camp, où j'étais avec le général Metman; je suis d'abord arrivé à Macheren; de là, je suis monté au Mittenberg, où je me suis placé; j'avais l'ordre de M. le maréchal Bazaine d'occuper cette position avec mes deux régiments et une section d'artillerie. J'ai dû arriver au Mittenberg vers dix heures au plus tôt; au moment où nous arrivions, quelques officiers de ma brigade ont cru entendre des coups de canon du côté de Forbach.

A quelle heure ont éclaté ces coups de canon? Je n'en sais rien.

Arrivé au Mittenberg, j'avais pris position. Il y eut une seconde série de coups de canon assez violents, vers deux heures, je crois.

Cela se prolongea très-longtemps. Nous étions inquiets d'entendre tant de bruit, quand je vis arriver un officier de l'état-major du général Frossard, qui se promenait dans les groupes. Je lui demandai: « Qu'est-ce qui se passe là-bas? » Il me dit: « Pour aujourd'hui, ce n'est pas sérieux; le général Frossard n'est pas inquiet; mais demain ce sera autre chose. »

Puis il s'en alla du côté de Saint-Avold, autant que je me le rappelle. Il devait être alors à peu près trois heures.

Bientôt après, arriva un officier de l'état-major du général Metman qui dit: « Le général Metman vous prie, lors que vous aurez pris congé du maréchal, de retrouver la division, de venir le rejoindre du côté de Béning. »

Je n'avais pas encore reçu du maréchal Bazaine l'ordre de partir, et je dis à cet officier: « Puisque vous allez à Saint-Avold, dites au maréchal que s'il faut se rendre à Forbach, j'irai. » M. le maréchal me répondit par ce mot écrit au crayon par son chef d'état-major général, dont le nom m'échappe en ce moment: « Rejoignez votre général de division. » C'était après la grosse canonnade, il pouvait être quatre heures.

A cet instant, j'ai reçu un détachement de quatre cents jeunes soldats de la deuxième portion du contingent; j'ai dû les faire entrer immédiatement dans les cadres, puis je suis parti pour Forbach. Je me suis arrêté à Béning pour prendre des nouvelles de mon général; il était parti pour Forbach; alors j'ai continué mon chemin dans cette direction et je suis arrivé vers minuit, peut-être vers une heure.

J'ai traversé les rues de Forbach, dont les Prussiens occupaient l'un des faubourgs. Le

mairie me dit : « Dépêchez-vous de filer, vous me compromettez, allez rejoindre votre général de division, qui est au delà de Forbach. »

J'ai trouvé, en effet, le général Metman sur les hauteurs : je me suis mis à ses ordres.

Sur la demande du défenseur, le général Montaudon est rappelé.

M^e LACHAUD. — Monsieur le président, je voudrais vous prier de demander à M. le général s'il croit que, dans la nuit du 16 au 17, il fût possible de marcher en avant.

M. LE GÉNÉRAL MONTAUDON. — J'étais dans le ravin d'Ars, le 16, lorsque j'ai vu une nombreuse population accourir vers moi pour m'informer qu'il y avait une grande quantité de troupes qui traversaient le ravin de Gorze et qui montaient sur le plateau; je remontai moi-même au-devant des Prussiens, et je les repoussai, mais je ne pus les détruire; de sorte que mon impression sur le moment a été — et elle est restée telle — qu'il était imprudent, pour ne pas dire impossible, de marcher en avant, dès le lendemain, avant d'avoir détruit l'armée qui se trouvait sur notre gauche et sur nos derrières. Dans la situation où nous étions, il n'était pas prudent, avant d'avoir livré une nouvelle bataille et rejeté les Prussiens dans la Moselle, d'aller de l'avant.

M^e LACHAUD. — C'est tout ce que j'avais à demander à M. le général.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Je désire savoir si M. le général pense que cette seconde bataille pouvait être livrée.

M. LE GÉNÉRAL MONTAUDON. — Évidemment, puisqu'une autre bataille a eu lieu. Mais c'est le général en chef seul qui, avec les renseignements qu'il possède sur l'état des vivres, de l'artillerie, etc., peut décider une pareille question. Un simple général de division ne peut qu'exécuter les ordres qu'il reçoit; c'est son devoir, mais il lui est impossible de dire : on peut ou on ne peut pas faire telle ou telle chose; il n'y a que le général en chef qui puisse prendre une résolution de cette importance.

M. LE GÉNÉRAL DE JUNIAC. — J'étais en reconnaissance à Haut-Hombourg, lorsque j'ai reçu par un estafette à cheval une dépêche de M. le maréchal; il pouvait être dix heures et demie ou onze heures.

Je me transportai le plus rapidement possible à Forbach, où j'arrivai vers une heure et demie ou deux heures, pour me mettre à la disposition du général Frossard. N'ayant trouvé personne, je traversai Forbach et j'allai me former en arrière des lignes pour attendre des ordres. J'ai appris alors que la bataille était finie, et que M. le général Frossard était parti.

N'ayant pas l'ordre de quitter la position, j'y restai jusqu'à deux heures du matin. J'avais rencontré la division Metman vers neuf heures, et je lui avais fait part de ce que m'avaient dit mes reconnaissances, que Forbach n'était pas occupé; comme je viens de le dire, je suis resté jusqu'à deux heures du matin sur ma position. Puis, voyant que j'étais seul, ayant l'ennemi devant moi, je me suis replié sur Puttelage et je suis arrivé le lendemain à Saint-Avold où j'ai rejoint le 3^e corps.

M^e LACHAUD. — Monsieur le président, je voudrais vous prier de demander à M. le général Battaille à quelle heure, dans la nuit du 6 au 7, les derniers échelons de sa division ont quitté les hauteurs de OEttingen.

M. LE GÉNÉRAL BATAILLE. — Les derniers échelons de ma division ont quitté les hauteurs de OEttingen vers trois heures et demie du matin, ou au point du jour.

M. LE PRÉSIDENT. — Dans la matinée du 7?

M. LE GÉNÉRAL BATAILLE. — Dans la matinée du 7.

M^e LACHAUD. — Je voudrais savoir si le mouvement de retraite de la division Battaille a été inquiété.

M. LE GÉNÉRAL BATAILLE. — Non, il n'a pas été inquiété.

M^e LACHAUD. — Je n'ai pas autre chose à demander au général.

Le général Battaille cède la place au général Vergé.

M. LE GÉNÉRAL VERGÉ. — Mon mouvement de retraite de Forbach s'est prononcé vers sept heures et demie ou huit heures du soir.

M. LE PRÉSIDENT. — A-t-il été inquiété par l'ennemi?

M. LE GÉNÉRAL VERGÉ. — J'ai été inquiété jusqu'au moment où j'ai reçu l'ordre de battre en retraite; mais, une fois entré dans Forbach, je ne l'ai plus été.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous aviez reçu des instructions précises pour effectuer votre retraite?

M. LE GÉNÉRAL VERGÉ. — M. le général Frossard était venu vers cinq ou six heures du soir; il m'avait dit qu'il allait être obligé de battre en retraite, et m'avait donné l'ordre d'effectuer la mienne par les crêtes.

M^e LACHAUD. — Je voudrais vous prier, monsieur le Président, de demander au colonel Gabrielli si le maire de Forbach ne lui a pas donné connaissance de l'arrivée de secours, et à quelle heure?

M. LE COLONEL GABRIELLI. — Le maire de Forbach m'a raconté que des secours étaient arrivés en deux colonnes, l'une, de neuf à dix heures du soir, et l'autre, de dix à onze heures.

M. LE PRÉSIDENT. — Quels secours?

M. LE COLONEL GABRIELLI. — Le maire de Forbach m'a dit que deux colonnes étaient arrivées l'une de neuf à dix heures du soir, et l'autre, de dix heures à onze heures.

M. LE PRÉSIDENT. — D'infanterie ou de cavalerie?

M. LE COLONEL GABRIELLI. — Deux colonnes d'infanterie.

M^e LACHAUD. — Monsieur le Président voudrait-il demander au colonel à quelle heure il a quitté sa position?

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez entendu la question?

M. LE COLONEL GABRIELLI. — J'ai été blessé à sept heures et demie.

M. LE PRÉSIDENT. — Quel régiment commandiez-vous?

M. LE COLONEL GABRIELLI. — Je commandais le 8^e de ligne. J'étais lieutenant-colonel.

M. LE PRÉSIDENT. — Dans quelle division?

M. LE COLONEL GABRIELLI. — Dans la division Battaille.

M. LE GÉNÉRAL FROSSARD. — Lorsque, le 5, j'ai dû quitter la ville de Sarrebrück, sur laquelle convergeaient les têtes de colonne des deux premières armées allemandes, je me suis retiré à quelques kilomètres, sur les positions de Spickeren et de Stiring, qui couvraient Forbach.

Le 5, il m'était arrivé un ordre de l'état-major qui m'annonçait que le 2^e corps serait sous les ordres du maréchal Bazaine, en tout ce qui concernait les opérations militaires. Et je reçus, en effet, le même jour, quelques instants après, notification du même ordre de la part de M. le maréchal. En même temps, le maréchal me demandait où étaient mes divisions et quels étaient mes effectifs. Je répondis à cette demande, et je fis connaître en même temps au maréchal que j'avais l'ordre d'exécuter le mouvement en arrière dont je parlais tout à l'heure. Ce mouvement s'est opéré dans la nuit du 5 au 6. Je l'ai précipité un peu, car mon ordre portait de le faire seulement le 6 au matin.

Le 6, vers neuf heures du matin, le canon se fit entendre et nous fûmes attaqués par les têtes de colonne de la première armée qui avaient passé les ponts de la Sarre. Je fis à l'instant même parvenir une première dépêche à M. le maréchal pour l'en prévenir, comme c'était mon devoir.

Le 2^e corps a dû lutter seul pendant toute cette journée, et, le soir, j'ai dû ordonner la retraite lorsque j'ai vu que nous étions tournés, sur notre gauche, par la 13^e division allemande, qui venait par la route de Sarrelouis.

Ma retraite, je l'ai faite par les hauteurs; mais, avant d'en parler, je dois dire ce qui avait eu lieu en fait de communication de ma part aux généraux de division du 3^e corps, auxquels M. le maréchal avait donné des ordres.

Le général Montaudon, qui était à Sarreguemines, avait été prévenu par un ordre du maréchal de se porter vers moi à un point nommé Grossbliederstroff.

Je supposai qu'arrivé là il serait à ma disposition et que je pourrais parfaitement le faire venir jusqu'à moi. Lorsque j'eus reçu de M. le maréchal l'avis qu'il avait donné un ordre dans ce sens au général Montaudon, je télégraphiai au général pour lui dire : « Si vous avez reçu l'ordre du maréchal de venir à moi, activez la marche. » Et, en même temps, j'envoyai un officier d'état-major. Voilà l'unique communication que j'ai eue avec cette division.

Avec la division du général Metman, qui était à Béning, à sept kilomètres à peu près en arrière de moi, j'eus aussi une communication que voici : vers quatre heures ou quatre heures un quart, prévenu que cette division devait aussi, par ordre du maréchal, s'approcher de moi, je télégraphiai au général dans les termes suivants : « Si le général Metman est encore à Béning, qu'il vienne immédiatement à Forbach. »

Il était quatre heures et demie à peu près. Je ne sais pas à quelle heure est arrivée cette dépêche, je n'en ai pas eu de nouvelles, et lorsque, la nuit venue, je dus me mettre en retraite, je n'avais encore reçu de communications ni de l'une ni de l'autre de ces divisions.

Quant à la troisième, celle qui était à Puttrelange, sous les ordres du général de Castagny, je n'ai eu aucune relation avec elle. J'ai su seulement par une communication du maréchal que le général de Castagny avait ordre de marcher vers moi et de me joindre. Mais cette communication-là arriva assez tard, et, lorsque la retraite s'effectua, je n'avais encore eu de relations avec aucune de ces trois divisions.

M. LE PRÉSIDENT. — Avez-vous pu informer de votre mouvement de retraite les divisions et les brigades du 3^e corps que vous saviez avoir été mises en route pour vous soutenir?

M. LE GÉNÉRAL FROSSARD. — Non, monsieur le président, et c'est précisément ce point que je voulais toucher devant le Conseil, dans ma première déposition, lorsque j'ai demandé à parler sur la question de Forbach.

Est-ce que je savais où étaient ces divisions? La nuit était tout à fait venue; je n'avais reçu d'elles aucune communication. Je pensais qu'elles étaient en arrière de moi, qu'elles marchaient peut-être vers moi; mais où se trouvaient-elles? Je l'ignorais absolument! Pouvais-je leur envoyer des officiers? Mais tous mes officiers étaient exténués à la suite du combat que nous avions livré le matin.

Quand on sort de chez soi, on peut laisser l'indication du lieu où l'on va; mais, quand on évacue un endroit que l'ennemi va peut-être occuper derrière vous, on ne peut pas laisser son adresse.

Voilà pourquoi j'ai été si sensible à ce que j'ai trouvé dans le rapport à ce propos.

M. LE PRÉSIDENT. — Général, nous n'avons pas à discuter le rapport.

La question qui vous a été posée était celle de savoir si vous avez pu informer de votre mouvement de retraite les divisions qui étaient derrière vous. Le Conseil a entendu les raisons pour lesquelles vous n'avez pas pu les prévenir.



LE GÉNÉRAL FROSSARD.

M. LE GÉNÉRAL FROSSARD. — Je ne savais où prendre ces divisions. J'avais télégraphié pour inviter les divisions du 3^e corps à venir directement à moi.

M. LE GÉNÉRAL DE CHABAUD-LATOUR. — N'avez-vous pas reçu, le 5 au soir, une dépêche envoyée par le général de Castagny, portée par un gendarme, et dans laquelle il vous disait qu'il était en arrière de vous et vous demandait si vous aviez quelque instruction à lui donner?

M. LE GÉNÉRAL FROSSARD. — Oh! du tout; je sais que cela a été dit, mais c'est l'erreur la plus complète.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce message ne vous est pas parvenu?

M. LE GÉNÉRAL FROSSARD. — Non, monsieur le président.

M^e LACHAUD. — Je voudrais adresser deux questions à M. le commandant Guioth.

Voici la première :

Se souvient-il des renseignements qu'il aurait donnés, le 18 au matin, à M. le maréchal Bazaine ?

M. LE COMMANDANT GUIOTH. — Le 18 au matin j'ai été envoyé au 2^e et au 3^e corps pour savoir si le ravitaillement de ces corps en munitions et en vivres était terminé.

J'ai trouvé M. le maréchal Le Bœuf à cheval et donnant des ordres pour le placement de ses troupes; il m'a fait connaître, au point de vue des munitions et des vivres, que son ravitaillement avait été gêné par l'étroitesse du chemin de Lessy, et qu'il avait à peine des vivres pour la journée; son ravitaillement en munitions était à peu près complet. M. le maréchal Le Bœuf m'a chargé de dire à M. le maréchal Bazaine qu'il faisait avancer son corps d'armée par échelons de façon à occuper le bois des Génivaux, qui s'étendait devant son front; et que l'ennemi se déployait devant lui, en s'étendant vers notre droite.

Je parcourus les lignes du 3^e et du 2^e corps; sur le front de ces lignes, je constatai qu'on s'occupait de creuser des tranchées-abris, et de construire des masques pour les batteries.

Je trouvai M. le général Frossard à son quartier général de Châtel-Saint-Germain. Après avoir fait une critique très-juste de la position occupée par l'armée, critique qui, malheureusement, a été confirmée le soir, le général Frossard me chargea de dire à M. le maréchal Bazaine que son corps avait beaucoup souffert et que, dans le cas où une affaire sérieuse aurait lieu ce jour-là, les officiers du 2^e corps — particulièrement dans la 2^e division, qui avait été très-éprouvée — n'étaient pas certains de la solidité de leurs hommes.

Au point de vue des munitions et des vivres, le chef d'état-major m'annonça que les munitions de l'infanterie étaient à peu près suffisantes, que les munitions d'artillerie étaient loin d'être complètes, qu'on avait pour la journée des vivres de campagne, qu'on attendait encore le pain et le biscuit, enfin qu'on ne manquait pas de viande, mais que, comme le 2^e corps avait perdu ses ustensiles de campement, on était dans l'impossibilité de la faire cuire.

La situation de ce corps était donc assez fâcheuse; j'eus l'honneur de rendre compte au maréchal des différentes observations qui m'avaient été faites au point de vue des positions. M. le maréchal Bazaine me fit observer que ces positions étaient très-bonnes, et que le commandant du 2^e corps n'avait pas à se plaindre de la sienne. En effet, la position de Rozérieulles était très-forte par elle-même. J'oubliai de dire que le général Frossard s'était plaint d'avoir la vallée de Châtel, qui se trouvait derrière lui, encombrée par la cavalerie de réserve et avait demandé que cette cavalerie fût reportée à Moulins. Je soumis cette demande au maréchal, qui m'envoya au chef d'état-major pour m'expliquer avec lui au sujet de ce changement de campement et du nouvel emplacement qu'on pouvait assigner à cette cavalerie.

Voilà les renseignements que j'ai apportés le matin.

M^e LACHAUD. — Le témoin a répondu implicitement à la deuxième question que j'avais à lui poser, je n'en ai pas d'autre à lui faire.

L'audience est suspendue.

M^e LACHAUD. — Je prierai monsieur le président de vouloir bien demander à M. le commandant Vanson si, le 8 août, il n'a pas été chargé de communications pour les 1^{er} et 5^e corps, si ces instructions émanaient de l'empereur ou du major-général et quelles étaient ces instructions?

M. LE COMMANDANT VANSON. — Le 7 août, j'ai reçu l'ordre du major-général de partir de Metz et de me rendre à Phalsbourg pour faire diriger de là, sur le camp de Châlons, tous les isolés qui pouvaient s'y trouver; après les avoir formés en détachements, je devais les diriger sur le camp de Châlons. En arrivant à Sarrebourg, où se trouvait M. le maréchal de Mac-Mahon, je me suis rendu auprès de lui pour prendre ses ordres. Il me dit qu'il n'y avait pas lieu d'aller à Phalsbourg, attendu que tous les isolés étaient revenus à Sarrebourg.

Je vis aussi le général de Faily, et il fut convenu que je débarrasserais les 1^{er} et 5^e corps de tous les hommes démontés ou blessés qui n'étaient pas en état de suivre le mouvement.

Les voitures que j'avais demandées, en passant à Nancy, n'arrivant pas, je partis dans la nuit pour les aller chercher. A mon arrivée à Nancy, je m'occupais de presser l'envoi de plusieurs trains à Sarrebourg; certains sont revenus dans la matinée du 9, ramenant des isolés que je dirigeai immédiatement sur Châlons.

Je dois dire que je n'avais été chargé d'aucun ordre pour le maréchal de Mac-Mahon ni pour le général de Faily, parce qu'on ne supposait pas que je les verrais.

M^e LACHAUD. — Le commandant Vanson a-t-il eu communication d'une dépêche qui lui a été envoyée?

R. Non.

M^e LACHAUD. — En voici le texte :

Extrait du registre des dépêches télégraphiques.

« 8 août. »

« Oui, prenez les mesures nécessaires pour diriger sur Toul tous les écloppés qui sont à Sarrebourg. Pendant qu'ils reposeront, on les réarmera.

« Que la retraite soit continuée par le maréchal de Mac-Mahon et par le général de Faily dans la direction qui est suivie en ce moment.

« Mais les troupes des deux corps Mac-Mahon et de Faily ne devront pas dépasser Nancy, sans ordre de l'empereur. »

Cette dépêche, datée du 8 août, est adressée au maréchal de Mac-Mahon, au général de Faily et au commandant Vanson.

M. LE PRÉSIDENT. — Seulement, la partie concernant le commandant Vanson ne s'appliquait qu'aux écloppés et aux isolés; l'autre partie concernait deux commandants de corps d'armée. M. le défenseur désire savoir si le témoin a eu connaissance de cette dépêche.

M^e LACHAUD. — M. le commandant de France n'a-t-il pas eu à remplir deux missions auprès du général de Faily, le 9 et le 10 août? Quelles ont été ces missions?

M. LE COMMANDANT DE FRANCE. — J'ai été deux fois en mission auprès du général de Faily. La première fois, le 9 août, je fus chargé de lui porter une dépêche qui ordonnait au général de se diriger vers Nancy. Je lui ai remis cette dépêche à Richecourt-le-Château, où était établi son bivouac. Je suis rentré à Metz et j'ai fait mon rapport au major-général.